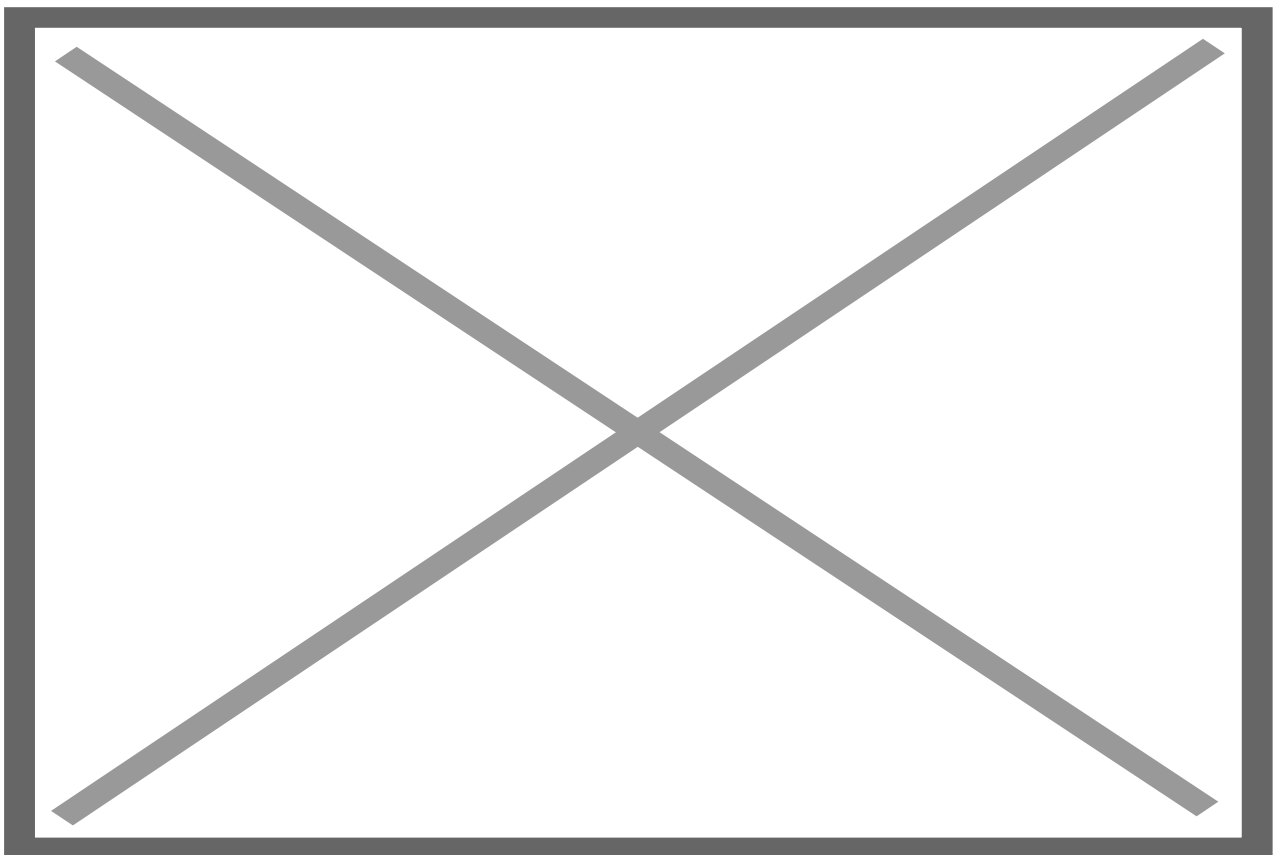


Vous voulez démanteler lâ  apartheid israélien ? Commencez par cette loi

Description

La crise sur une réglementation d  urgence qui applique des systèmes juridiques séparés en Cisjordanie illustre les voies tangibles par lesquelles lâ  apartheid peut être défait.

Par Michael Schaeffer Omer-Man 8 juin 2022



Des personnes près d  un mural montrant lâ  esplanade des Mosquées et la Vieille Ville de Jérusalem, sur la barrière de séparation entre Jérusalem et la cité cisjordanienne de Bethléem, 18 avril 2022. (Wisam Hashlamoun/Flash90)

A quoi ressemblerait lâ  apartheid israélien s  il commen  rait être démanteler ?
Etonnamment, la réponse est venue cette semaine de nul autre que Benjamin Netanyahu.

Dans le cadre de sa stratégie pour saboter la [coalition Bennett-Lapid](#) qui lâ  a évincé du pouvoir lâ  an dernier, lâ  ancien Premier ministre Netanyahu, maintenant leader de lâ  opposition, a donné des instructions    son parti du Likoud, ainsi qu   ses alliés de droite, pour qu  ils s  opposent    toute législation proposée par le gouvernement    même si cela veut dire voter

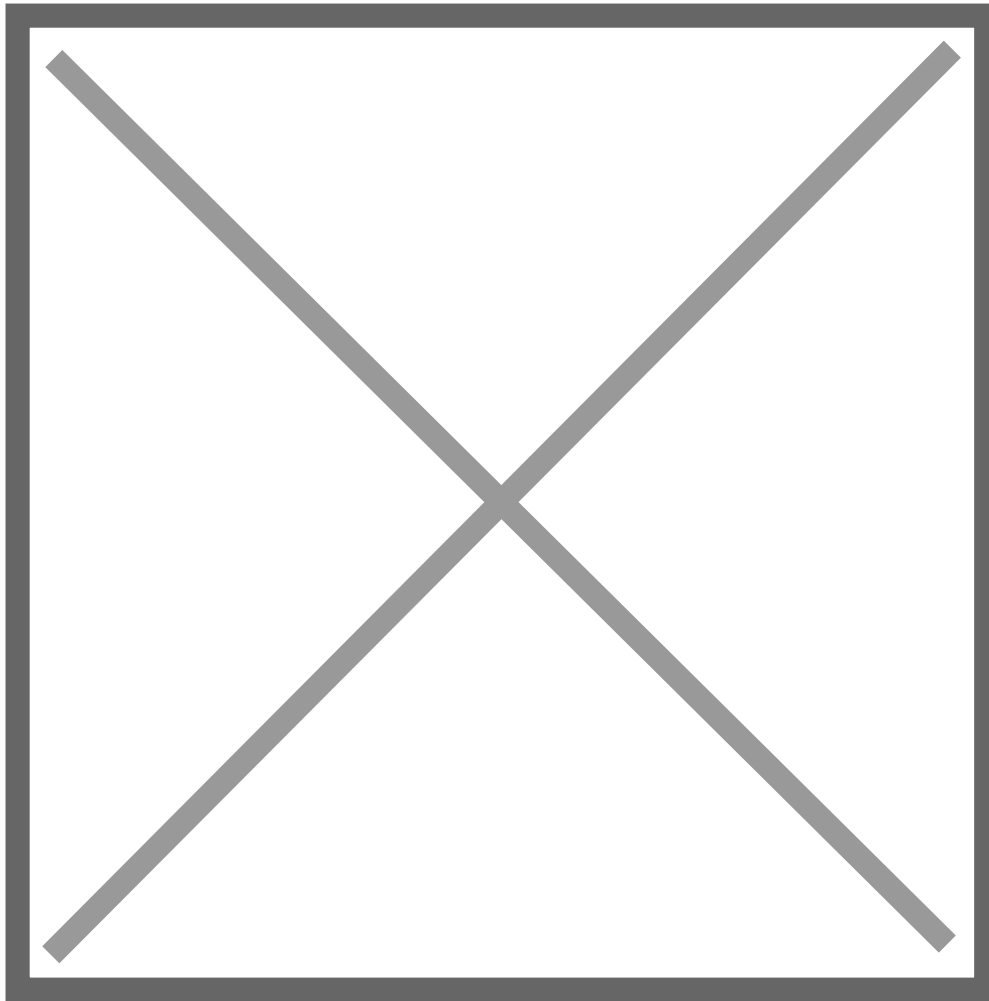
contre les lois qui confortent les fondements de sa propre vision politique et de son hÃ©ritage.

Dans la nuit de lundi, la cible de sa stratÃ©gie d'obstruction Ã©tait une rÃ©glementation d'urgence qui applique formellement [des systÃ©mes juridiques sÃ©parÃ©s](#) aux juifs et aux Palestiniens vivant en Cisjordanie occupÃ©e. C'est en une seule fois tant la face publique que l'infrastructure cachÃ©e de l'apartheid, un pilier clÃ© du rÃ©gime militaire qu'IsraÃ©l fait opÃ©rer depuis plus de cinq dÃ©cennies. Mais ce soir-lÃ , la Knesset [a votÃ©](#) par 58 voix contre 52 de ne pas Ã©tendre la rÃ©glementation, qui doit expirer Ã la fin de ce mois.

La crise politique Ã propos de la loi ne signale d'aucune maniÃ©re la disparition imminente de l'apartheid ; il y a plein de temps dans les prochaines semaines pour que le gouvernement ou l'opposition trouve un moyen de renouveler la rÃ©glementation. Ce que la crise fait rÃ©ellement, cependant, c'est de dÃ©montrer Ã quel point les fondations juridiques de l'apartheid peuvent Ãªtre inconstantes et mÃªme capricieuses. Cela, en retour, peut offrir le dÃ©but d'une vision pour le dÃ©manteler.

Par oÃ¹ commenÃ§ons-nous ?

VotÃ©e comme loi pour la premiÃ©re fois en 1967 et renouvelÃ©e tous les cinq ans depuis, la [rÃ©glementation](#) donne aux tribunaux civils israÃ©liens et aux autoritÃ©s israÃ©liennes juridiction en Cisjordanie occupÃ©e sur tous citoyens israÃ©liens, ainsi que sur les personnes juives qui ne sont pas citoyennes. Par contraste, les Palestiniens sur le mÃªme territoire sont soumis au droit militaire israÃ©lien et ne se voient pas accorder les mÃªmes droits ni les mÃªmes protections.



Des Palestiniennes musulmanes traversent le checkpoint de Qalandiya, près de la cité cisjordanienne de Ramallah, pour assister aux prières du vendredi pendant le mois de jeûne du Ramadan à la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem, 15 avril 2022. (Flash90)

L'apartheid israélien est bien sûr [bien plus large](#) tant dans ses mécanismes que dans son étendue que le double système juridique consacré par cette loi spécifique. Mais c'est cet ensemble de lois inégalitaires séparées qui permet aux colons de vivre exactement comme ils le feraient à l'intérieur des frontières d'Israël avant 1967, bien qu'ils vivent techniquement dans un pays étranger gouverné par une dictature militaire.

Sans lui, les colons ne seraient pas éligibles aux services les plus basiques, comme l'assurance santé et la sécurité sociale, le droit d'avoir un permis de conduire israélien, le droit d'auto-gouverner au niveau local, le droit de manifester et même l'obligation de servir dans l'armée. Pour tout, des amendes liées à la circulation jusqu'à des charges criminelles plus sérieuses, les colons seraient soumis au droit militaire et trainés devant des tribunaux militaires. En d'autres termes, ils auraient virtuellement le même statut juridique que les Palestiniens vivant sous occupation.

Pour être clair, il n'y a presque aucune chance qu'on laisse ces réglementations d'urgence expirer. La stratégie d'obstruction de Netanyahu est conçue seulement pour renverser la

coalition actuelle ; s'il réussit, un nouveau gouvernement â?? probablement dirigé par lui â?? votera sans doute les réformes d'urgence comme premier acte législatif. Les conséquences de laisser cette loi expirer seraient simplement trop catastrophiques pour les normes sionistes dominantes construites sur la suprématie juridique, politique, économique et sociale des juifs entre le Jourdain et la Méditerranée.

Cependant, le drame politique autour de cette loi offre certainement un moment riche d'enseignements. Alors que l'apartheid israélien est le produit de décennies de [pensée sioniste](#) et d'[État d'esprit colonial](#) instillé â?? sans parler de la force brute â?? c'est aussi un regroupement de lois, de politiques et de réglementations visibles. Contrairement aux idéologies politiques ou aux psychologies sociales, qui doivent certainement être traitées, les infrastructures juridiques et administratives de l'apartheid ne sont stables qu'autant que c'est la volonté politique de les maintenir. Autrement dit, s'il existe un jour une [volonté politique](#) pour démanteler l'apartheid, ce sont des mesures tangibles et immédiates par où commencer.



Vue générale de la colonie juive de Karnei Shomron, en Cisjordanie, le 4 juin 2020.
(Sraya Diamant/Flash90)

Par exemple, il existe déjà une [banque de données](#) â?? rassemblée par le centre juridique Adalah â?? des lois qui discriminent les Palestiniens à l'intérieur des frontières d'Israël de 1948, même ceux qui sont citoyens de l'État. Une telle banque de données aura un rôle crucial pour mettre à bas les éléments constitutifs de l'apartheid : elle fournit un schéma de ce qui doit changer, cartographiant exactement ce qui est raciste et discriminatoire dans le système juridique existant pour guider la création d'un système plus égalitaire et plus démocratique.

Dans les régions sous régime militaire israélien, il peut être plus difficile de savoir exactement où et comment commencer à démanteler l'infrastructure juridique oppressive. Mettre fin à l'occupation est sans aucun doute un objectif, mais à quoi cela ressemblerait-il en pratique ? Est-ce que cela veut simplement dire retirer les troupes d'occupation ? Mettre fin à l'occupation

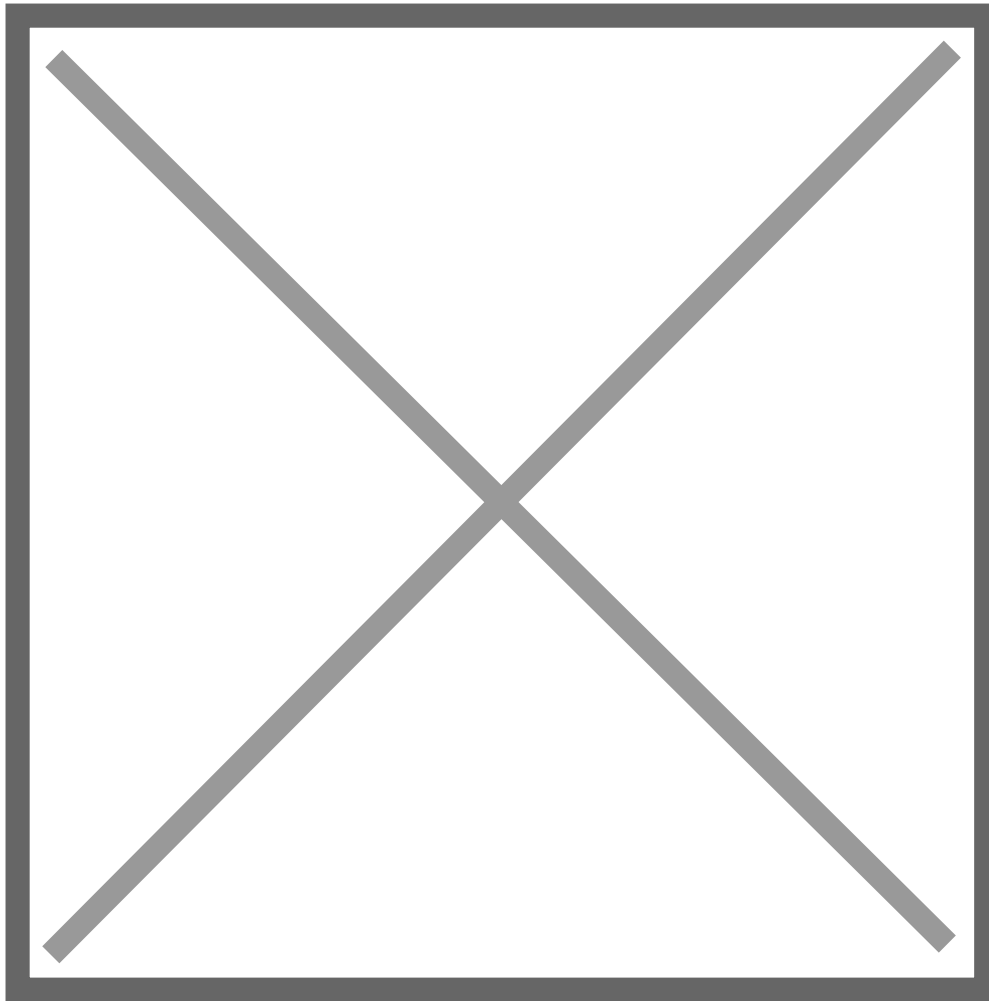
mettrait-il nécessairement fin à l'apartheid ?

Demandes concrètes

C'est la loi sur les pouvoirs d'exception en scène. Elle a longtemps servi les intérêts d'Israël pour effacer le contour de la législation et les mécanismes qui composent son régime. Même dans les jours où il semblait y avoir une voie politique ou diplomatique pour mettre fin à l'occupation, une voie qui répondrait ostensiblement au problème de ses caractéristiques les plus anti-démocratiques et similaires à un apartheid, la communauté internationale ne s'est qu'à peine, voire pas du tout, concentrée sur les piliers juridiques du système.

« Les politiciens [israéliens] de gauche et de droite ont renouvelé la législation [d'urgence] de façon à ce que son existence soit négligée », [a écrit récemment](#) Tovah Lazaroff, rédactrice-adjointe du Jerusalem Post et ancien reporter spécialiste des colonies pour le journal. « Elle est restée hors du débat politique domestique et international qui domine souvent chaque action en Cisjordanie. »

Cependant, Lazaroff a ajouté : « Si le statu quo continue, il est probable que la prochaine bataille pour renouveler le projet de loi ne sera pas entre le gouvernement et l'opposition, mais entre Israël et la communauté internationale ».



Le Premier ministre israélien Naftali Bennett, le ministre des Affaires Étrangères Yair Lapid et le ministre de la Défense Benny Gantz pendant une discussion du vote sur le « projet de loi sur les colons » à la Knesset, Jérusalem, 6 juin 2022. (Yonatan Sindel/Flash90)

C'est exactement ce que les supporters du régime israélien craignent le plus. Sans même un semblant de [processus de paix](#), et sans un gouvernement israélien même vaguement intéressé à s'engager dans l'idée d'un Etat palestinien, des membres de la communauté internationale reconnaissent de plus en plus et [adoptent l'apartheid](#) comme cadre d'analyse, transformant la question de la Palestine, d'un conflit perçu entre deux nations en celle du refus d'un Etat non-démocratique à traiter également tous les peuples sous son contrôle.

Ce serait pire encore, pensent les avocats israéliens, au cas où la communauté internationale commencerait à faire des demandes concrètes pour transformer l'Etat, d'un régime d'apartheid en un Etat démocratique. Démanteler les systèmes juridiques séparés et inégaux en Cisjordanie serait une telle mesure et la loi en suspens actuellement à la Knesset pourrait être un début.

Annuler des lois comme la législation d'urgence ne mettrait pas fin automatiquement à la nature discriminatoire du régime. Cependant, cela démontrerait que des mesures pratiques pour

d'annuler lâ??apartheid sont de fait possibles. Tout aussi significatif, le vide juridique et le chaos politique qu'elle laisserait derrière elle contraindrait   un débat bien plus grave et bien plus urgent     la fois   lâ??intérieur d ??Israël, chez les Palestiniens, et dans la communauté internationale   sur ce   quoi pourrait ressembler un système acceptable de gouvernement entre le fleuve et la mer.

traduction : CG pour lâ??Agence Media Palestine

Michael Schaeffer Omer-Man est directeur de recherche pour Israël-Palestine   DAWN. Jusqu' en 2019, il était rédacteur-en-chef de +972 Magazine. Il a aussi travaillé avec des agences internationales humanitaires et pour les réfugiés dans le contexte Israël-Palestine. Twitter: @MikeOmerMan.

source : [972mag](#)

date cr  e
2022/06/17